

A Nantes, sous le signe de l'unité révolutionnaire.

Violences ouvrières et violence patronale.

Il est encore trop tôt pour tirer les leçons des luttes revendicatives qui se sont déroulées dans le département de la Loire-Inférieure, pendant ces derniers mois.

La «grande presse» a surtout mis en évidence les événements de Saint-Nazaire et de Nantes. Il n'en reste pas moins vrai que c'est l'ensemble des ouvriers du département - qu'il s'agisse de ceux des raffineries de Donges, des métaux et produits chimiques de Basse-Indre, des mines d'Abbaretz - qui se sont battus.

Le grand mérite des ouvriers nazairiens restera d'avoir, en dépit de la pression exercée par les appareils syndicaux, remis en honneur des méthodes d'action directe que certains croyaient définitivement ensevelies sous des années de «légalisme syndical».

Les travailleurs ressentent avec omertume, désespoir et colère, l'inanité des actions qu'ils ont menées dans «le calme et la dignité». Ils passent à la révolte ouverte accompagnée de violences. Ils renouent ainsi avec la tradition anarcho-syndicaliste et rejettent brutalement le joug des organisations politisées. Celles-ci ne s'y sont pas trompées et on assiste à une remarquable «unité d'action» de toutes les bureaucraties politico-syndicales pour... condamner l'action ouvrière!

C'est ainsi que dans un article abondamment diffusé dans la presse socialiste... ou autre, et finalement repris (au nom de l'indépendance du syndicalisme sans doute) par «Force Ouvrière», organe central de la C.G.T.-F.O., François Blancho, maire socialiste de Saint-Nazaire, écrit qu'il serait souhaitable que: *«dans l'avenir, on échange franchement, loyalement (sic), arguments et chiffres, plutôt que grenades et autres projectiles»*.

François Blancho, en affirmant cette position de collaboration de classes, reste logique avec lui-même et avec la position qu'il crut devoir prendre au Conseil municipal de Saint-Nazaire, en supposant à l'adoption d'un vœu réclamant la dissolution du corps des C.R.S., et en déclarant à cette occasion: *«qu'il faudra toujours une police pour maintenir l'ordre ou du moins ce qu'il est convenu d'appeler tel»*.

La C.F.T.C., quant à elle, a expliqué sa position dans un article publié sous la signature de R. Vansieleghe, qui écrit à propos des incidents de Nantes (sac des locaux patronaux):

«Certains faits sont évidemment très graves, mais il appartient à la justice de rechercher ce qui, sous couvert d'action professionnelle, a pu avoir d'autre objectif, la responsabilité du véritable syndicalisme ne saurait être mise en cause à cet effet».

On remarquera le jésuitisme de cette prise de position C.F.T.C. qui rejoint d'ailleurs celle du P.C.F. et de la C.G.T. qui n'ont pas hésité, en pleine bagarre, à désigner des victimes ouvrières à la police de la bourgeoisie. C'est ainsi que par un tract diffusé à Nantes, au lendemain de l'assassinat, par les C.R.S., de Jean Ri-gollet, la Fédération du P.C.F. de la Loire-Inférieure n'hésite pas à écrire:

«Si, comme à Saint-Nazaire, des provocateurs «trotskystes» attaquent les armureries(1) tentant ainsi d'isoler de la population le magnifique mouvement des travailleurs nantais, comme à Saint-Nazaire où la section du P.C.F. dénonçait la manœuvre du préfet Rix, nous stigmatisons ces actes individuels».

Cette position devait être reprise sous une forme quelque peu adoucie, par les unions locales C.G.T. et C.F.T.C. qui se contentent, elles, de *«dénoncer les provocateurs»*, dont l'attitude est incompatible avec l'action conséquente que mènent les travailleurs, dans l'unité, pour une solution favorable à leurs revendications.

Il faut dire que les militants «Force Ouvrière» de Nantes (toutes tendances réunies) ont conservé suffisamment de conscience de classe, et de conscience tout court, pour se refuser à jouer ce rôle de flic. La combativité des travailleurs de la Loire-Intérieure est d'autant plus magnifique que, sur le plan national, aucun effort n'a été tenté pour coordonner l'action et obtenir un élargissement du mouvement.

Notre bourgeoisie nationale, qui se trouve aux prises en Afrique du Nord avec des problèmes quasi insolubles, peut dire merci aux organisations politisées qui, en se refusant d'organiser la lutte d'une manière conséquente, lui accordent un répit précieux.

Son représentant le mieux qualifié, M. Rix, le préfet matraqueur, n'hésita pas à exprimer sa gratitude dans des termes qui méritent d'être relevés:

«Il faut faire confiance aux délégués syndicaux qui en sont dignes: Malnoë, le socialiste repentant F.O., Rombault, le M.R.P. représentant la C.F.T.C., Busson, le communiste, représentant la C.G.T. à Saint-Nazaire, tous si sagement conseillés par l'admirable maire de Saint-Nazaire, M. Blancho».

Et il continue:

«Mais j'affirme aussi, j'ai la caution de M. Gilles Gravoille, de la Fédération du P.C.F., que ce sont les provocateurs qui ont tiré, des trotskystes, si l'on veut, des gens descendus des gradins du cirque un instant pour exciter la bataille des gladiateurs, et la rendre irréconciliable, mon devoir c'est de le proclamer».

L'Humanité, le 20 septembre 1955, écrit:

«Et notre parti s'honore d'avoir contribué à aider la lutte des travailleurs nantais, voire en dénonçant certains éléments provocateurs, dont l'action servait trop le patronat et le gouvernement pour qu'elle puisse paraître fortuite. A notre connaissance, Hébert n'a pas encore condamné ces éléments».

C'est exact, je n'ai pas condamné *«ces éléments»*; Monsieur le préfet Rix n'a pas eu ma caution. A l'estime de Monsieur le préfet Rix, je préfère celle de la classe ouvrière en lutte.

A la violence patronale ont répondu les violences ouvrières. Vivent les violences ouvrières!

Alexandre HEBERT

(1) Signalons qu'à Saint-Nazaire aucune armurerie n'a été attaquée.